

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 06 mars 2024
(Convocation du 21 février 2024)

Aujourd'hui, le 06 mars 2024 à 11h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	8 8
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	7 7
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	7 7	
Contre		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	
Abstention		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

M. Thierry Carrère

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Commande publique - Ressource en eau - Gestion globale de l'eau sur le bassin versant de l'Adour et ses affluents en amont d'Aire-sur-l'Adour - Marché n°21003-2 "Préparation du recouvrement des redevances - campagnes 2021 à 2023" - Modification en cours d'exécution - Avenant n°2

Exposé des motifs :

Dans le cadre de sa mission statutaire et historique de gestion quantitative de la ressource en eau sur le bassin versant de l'Adour, l'Institution Adour a engagé une démarche visant à mettre en œuvre une gestion globale et concertée de la ressource sur le bassin versant de l'Adour en amont d'Aire-sur-l'Adour, au travers du comité de pilotage pour la gestion concertée des ressources de l'Adour amont (Copil Adour amont). L'Institution Adour porte également la mise en œuvre sur ce territoire des déclarations d'intérêt général et déclaration d'utilité publique (arrêtés du 24 janvier 2014, prorogés en janvier 2019) instaurant une redevance au titre de la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau au regard des prélèvements opérés par les différents usages de l'eau. Cette gestion globale a également pour objectif de satisfaire les usages non préleveurs mais bénéficiaires indirects (piscicultures, stations d'épuration-salubrité, besoins des milieux aquatiques).

Afin de préparer le recouvrement de ces redevances auprès des usagers préleveurs pour perception par l'Institution Adour, un marché de prestations de service pour la gestion des facturations relatives aux campagnes allant de 2021 à 2023 a été notifié à la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG) le 1^{er} mars 2021.

Sa durée est de 42 mois et un calendrier prévisionnel de facturation avait été prévu dans le CCTP. Ce calendrier a fait l'objet d'une première modification par un avenant n°1 au marché n°21003-2.

Rappel du calendrier ajusté par avenant n°1 :

Année de prélèvement	Date de fourniture du fichier d'autorisations par l'OUGC*	Date de fourniture du fichier d'autorisations complété avec les consommations par l'OUGC	Date limite de fourniture des livrables
Campagne 2021	30 avril 2023	30 avril 2023	30 juin 2023
Campagne 2022	15 septembre 2023	15 septembre 2023	30 novembre 2023
Campagne 2023	30 mars 2024	30 mars 2024	30 juin 2024

Le calendrier doit à nouveau être mis à jour et adapté pour la facturation des campagnes 2022 et 2023, selon la proposition suivante :

Année de prélèvement	Date de fourniture du fichier d'autorisations par l'OUGC*	Date de fourniture du fichier d'autorisations complété avec les consommations par l'OUGC	Date limite de fourniture des livrables
Campagne 2021	Réalisé en octobre 2023		
Campagne 2022	30 avril 2024	30 avril 2024	30 juin 2024
Campagne 2023	30 septembre 2024	30 septembre 2024	30 novembre 2024

De plus, en conséquence de ce report et du décalage temporel des dates de facturation, le délai global du marché doit être modifié.

Le marché initial notifié le 1^{er} mars 2021 pour une durée de 42 mois, conduisait à une fin de marché le 1^{er} septembre 2024. La nouvelle date de fin de marché est ainsi reportée au 30 juin 2025, induisant un prolongement de 10 mois par rapport à la durée initiale (nouvelle durée totale du marché de 52 mois).

Vu les documents de ce marché,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Vu les articles L.2194-1 alinéa 5 et R.2194-7 du code de la commande publique relatifs aux modifications non substantielles,
Considérant la modification nécessaire du calendrier d'émission des redevances,
Considérant que cette modification est sans incidence financière, mais a une incidence temporelle sur le marché en cours,
Considérant que cette modification du marché n'est pas substantielle, et entre donc dans le champ des modifications autorisées par l'article R.2194-7 suscité du code de la commande publique,
Considérant le projet d'avenant ci-annexé,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver la modification du marché n°21003-2, portant sur la modification du calendrier d'émission des redevances et sur la durée totale du marché,
- d'approuver les termes de l'avenant n°2 au marché n°21003-2 avec la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG) tel qu'annexé,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 06 mars 2024 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 15/03/2024

Reçu en préfecture le 15/03/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240306-240306H2018H1-DE



MARCHÉ n°21003-2 - AVENANT n°2

**Gestion globale de l'eau sur le bassin versant de l'Adour et ses affluents en amont
d'Aire-sur-l'Adour**

**Maintenance et exploitation des équipements - Gestion de l'eau et des
facturations**

Campagnes 2021 à 2023

Lot 2 : Préparation du recouvrement des redevances

Avenant n°2 au marché n°21003-2

en vertu de l'article L.2194-1 alinéa 5 du code de la commande publique



Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX
Tél : 05 58 46 18 70
Courriel : secretariat@institution-adour.fr

Représenté par Monsieur Paul CARRERE, Président de l'Institution Adour, en vertu de la délibération de l'Institution Adour n° 64/2021 en date du 22 septembre 2021.

Article 2 : Identification du titulaire du marché public

Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG)
Chemin de Lalette
CS 50449
65004 TARBES CEDEX
commercial@cacg.fr
SIRET : 592 780 233 00017

Article 3 : Objet du marché public

Gestion globale sur le bassin versant de l'Adour et de ses affluents en amont d'Aire-sur-l'Adour
Maintenance et exploitation des équipements - Gestion de l'eau et des facturations Campagnes 2021 à 2023

- Date de la notification du marché public : 1^{er} mars 2021
- Durée d'exécution du marché public : 42 mois à compter de la date de notification du marché public
- Montant initial du marché public (tranche ferme) :
 - Taux de la TVA : 20 %
 - Montant HT : 35 798 €
 - Montant TTC : 42 957,60 €





Avenant n°1 :

Notifié le 4 avril 2023, sans incidence financière, sans incidence sur la durée du marché public.
Objet de l'avenant n°1 : modification du calendrier prévisionnel de facturation - pas d'affermissement de la tranche optionnelle 2.

Article 4 : Objet de l'avenant

Modifications introduites par le présent avenant conformément à l'article R.2194-7 du code de la commande publique

Le calendrier prévisionnel de facturation de la redevance, présenté dans les tableaux pages 35 (Adour amont) et page 37 (La Barne) du CCTP, a été modifié par avenant n°1 comme suit :

Année de prélèvement	Date de fourniture du fichier d'autorisations par l'OUGC*	Date de fourniture du fichier d'autorisations complété avec les consommations par l'OUGC	Date limite de fourniture des livrables
Campagne 2021	30 avril 2023	30 avril 2023	30 juin 2023
Campagne 2022	15 septembre 2023	15 septembre 2023	30 novembre 2023
Campagne 2023	30 mars 2024	30 mars 2024	30 juin 2024

* sous réserve de la validation en coderst

Il convient à nouveau de modifier et mettre à jour ce calendrier pour la facturation des campagnes 2022 et 2023 :

Année de prélèvement	Date de fourniture du fichier d'autorisations par l'OUGC*	Date de fourniture du fichier d'autorisations complété avec les consommations par l'OUGC	Date limite de fourniture des livrables
Campagne 2021	Réalisé en octobre 2023		
Campagne 2022	30 avril 2024	30 avril 2024	30 juin 2024
Campagne 2023	30 septembre 2024	30 septembre 2024	30 novembre 2024

* sous réserve de la validation en coderst

Les cas de modifications autorisées sont énoncés à l'article L.2194-1 du code de la commande publique précisés par les articles R.2194-1 à R.2194-9 dudit code. En l'espèce, la modification du présent marché est une modification autorisée prévue à l'article R.2194-7 du code de la commande publique : le marché peut être modifié lorsque les modifications ne sont pas substantielles.

Du fait de ce report et du décalage temporel des dates de facturation, le délai du marché doit être modifié.

Incidence financière de l'avenant

L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché public.

Incidence de l'avenant sur la durée du marché

L'avenant a une incidence sur la durée du marché public.





Le marché initial a été notifié le 1^{er} mars 2021 pour une durée de 42 mois, conduisant à une fin de marché le **1^{er} septembre 2024**.

La nouvelle date de fin de marché est ainsi reportée au 30 juin 2025, induisant un prolongement de 10 mois par rapport à la durée initiale (**nouvelle durée totale du marché de 52 mois**).

Récapitulatif des articles et pièces du marché modifiés

Les articles et pièces suivants du marché sont modifiés :

- CCTP et mémoire technique

Toutes les autres clauses et pièces du marché demeurent inchangées.

Article 5 : Signature du titulaire du marché public

À _____, le

M./Mme.....
représentant la CACG
en qualité de.....





Article 6 : Signature du pouvoir adjudicateur

À Mont-de-Marsan, le

Paul CARRÈRE
Président de l'Institution Adour

projet

